

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 067 - 2026
DE LA COMMUNE DE MONTREVEL-EN-BRESSE**

**Arrêté de voirie portant autorisation d'occuper le
domaine public pour une terrasse -
Place du Général de Gaulle - Bar El Toro**

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies,

VU le code de l'habitat et de la construction,

VU l'arrêté municipal en date du 15 mai 1992 portant règlement à l'installation des étalages et des terrasses sur le domaine public,

VU la délibération n°085-2018 du Conseil municipal en date du 13 décembre 2018 portant révision de la tarification de l'occupation du domaine public,

VU la demande reçue le 18 mars 2026 de M. Mickaël PAUCOT, gérant du Bar El' Toro (SIRET 451 817 100 000 89), situé 4 Place du Général de Gaulle à MONTREVEL-EN-BRESSE (Ain) à effet d'obtenir l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public aux fins :

- d'installer une terrasse de restaurant couverte, devant son établissement, 4 Place du Général de Gaulle, et une terrasse de café non couverte devant le bâtiment adjacent,

Considérant, d'une part, que la demande d'occupation temporaire de la voie publique revêt un caractère exceptionnel, d'autre part qu'elle apparaît justifiée au regard du but poursuivi,

ARRETE

Article 1 : M. Mickaël PAUCOT, gérant du Bar El' Toro est autorisé à occuper le domaine public par l'installation d'une terrasse couverte, sous réserve de se conformer aux dispositions des règlements ci-dessus visés et aux conditions spéciales suivantes :

Article 2 : La terrasse couverte aura une longueur de 5.70 mètres sur 3.50 mètres d'emprise totale, au droit du bâtiment. **Un dégagement de 1,4 mètre de trottoir sera laissé libre sur toute la longueur Ouest de la terrasse.**

Article 3 : **Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026**, une terrasse de café non couverte pourra être étendue jusqu'à la limite de la rue des Boucheries. Elle aura une longueur de 3 mètres sur 2 mètres. L'accès au commerce voisin devra être maintenu. **Un dégagement de 1,4 mètre de trottoir sera laissé libre sur toute la longueur Ouest de la terrasse.**

Article 4 : L'ensemble des installations, mobiliers et équipements de toute nature destiné à l'exploitation d'une terrasse ouverte sur le domaine public doit présenter toutes les garanties requises en termes de sécurité tant pour le personnel de l'établissement que pour la clientèle.

Article 5 : L'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols.

L'occupant est tenu de respecter les normes d'hygiène, de sécurité et de salubrité durant toute la période d'occupation du domaine public. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du pétitionnaire.

L'ensemble des installations (matériel, mobilier et plantations) devront être retirés à la fin de la période autorisée.

Article 6 : Conformément à la délibération n°085-2018 signée par M. le Maire de Montrevel-en-Bresse, le pétitionnaire devra s'acquitter d'une redevance d'un montant qui sera établi en fonction des éléments suivants :

Terrasse de restaurant, couverte	7,40 € par m ² /an
Terrasse de restaurant, non couverte	4,40 € par m ² /an
Terrasse de café	3,20 € par m ² /an
Terrasse de restaurant, couverte, délimitée par un dispositif fixe "en dur", dont la couverture fixée sur la façade est non rétractable	19,00 € par m ² /an

Les éléments nécessaires au calcul de la redevance feront l'objet d'un constat contradictoire, entre le bénéficiaire et les services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse, établi sur rendez-vous. **Le bénéficiaire prendra contact avec les services techniques de la commune (06 71 08 46 10) avant le début de l'occupation du domaine public.**

Le règlement du droit de place pour occupation du domaine public sera effectué auprès du Trésor Public après émission par les services de la commune d'un avis des sommes à payer transmis par le Trésor Public.

Article 7 : La présente autorisation est valable dès la date de sa parution jusqu'au au 31 décembre 2025, dans le respect de la législation en vigueur et à venir.

Article 8 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers.

Article 9 : L'autorisation accordée sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées. La responsabilité civile et pénale du bénéficiaire pourra être engagée en cas d'accident ou de dégâts survenus du fait, ou à l'occasion, de l'occupation des lieux.

Article 10 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants. Le bénéficiaire veillera à respecter la réglementation en vigueur concernant les règles d'accessibilité dans les Etablissements Recevant du Public.

Article 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Article 12 : Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune et Monsieur le Commandant de la brigade de territoriale de gendarmerie, Monsieur le trésorier, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont la notification à l'intéressé, l'affichage et la diffusion seront assurés dans les conditions habituelles.

Montrevel-en-Bresse, le 30 mars 2026
Le Maire, Jean-Yves BREVET



Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade territoriale de gendarmerie de Jayat,
- Au service comptable pour recouvrement de la redevance,
- Aux services techniques de la commune,
- A l'Agent de Surveillance de la Voie Publique de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A M. Mickaël PAUCOT,